



COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A L'EXPLOITATION DE
SERVICES PUBLICS D'ASSAINISSEMENT ET D'EAU POTABLE SUR UNE
PARTIE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
ENTRE BEAUCE ET PERCHE PAR UNE SEMOP**

Pacte d'actionnaires-projet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

ENTRE LES SOUSSIGNES:

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE

15, rue Philebert POULAIN , 28120 ILLIERS-COMBRAY

Représenté par son président monsieur Philippe SCHMIT

Habilité par délibération du conseil communautaire en date du 19 mai 2025

D'UNE PART

ET

AQUALTER SAS

au capital de 850.000 euros,
immatriculée au R.C.S de Chartres sous le numéro 421 277 534,
ayant son siège social 13 rue Henri Poincaré – 28000 Chartres,
représentée par CiTEE, elle-même représentée par son Président Loïc DARCEL,
ci-après « AQUALTER »

D'AUTRE PART

Ci-après et ensemble les actionnaires

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 -	DEFINITIONS	7
ARTICLE 2 -	OBJET DU PACTE	7
ARTICLE 3 -	ENGAGEMENTS DES PARTIES	7
3.1.	Engagements des Parties	7
3.2.	Engagements de la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE	8
3.3.	Engagements d'AQUALTER	8
3.4	Clause de non-dilution	8
3.5.	Compte d'exploitation prévisionnel	8
ARTICLE 4 -	FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
4.1	Composition	9
4.3	Décisions prises par le conseil d'administration	10
ARTICLE 5 -	DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE	10
ARTICLE 6 -	FINANCEMENT	11
ARTICLE 7 -	OBJECTIF DE RENTABILITE DES FONDS PROPRES	11
ARTICLE 8 -	AFFECTATION DES RESULTATS ET DISTRIBUTION DE DIVIDENDES.....	12
ARTICLE 9 -	DISSOLUTION ET SORT DES BIENS	13
ARTICLE 10 -	PRINCIPES CONCERNANT LE TRANSFERT DES TITRES	13
ARTICLE 11 -	ADHESION AU PACTE	14
ARTICLE 12 -	CLAUDE DE RENDEZ-VOUS	15
ARTICLE 13 -	DUREE DU PACTE	15
ARTICLE 14 -	GESTIONNAIRE DU PACTE D'ACTIONNAIRE	15
ARTICLE 15 -	EXECUTION ET INDIVISIBILITE DU PACTE	15
ARTICLE 16 -	FORCE OBLIGATOIRE	16
ARTICLE 17 -	CLAUDE DE PRIMAUTE	16
ARTICLE 18 -	CONCILIATION	17
ARTICLE 19 -	LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE	17
ARTICLE 20 -	LISTE DES ANNEXES.....	17
ARTICLE 21 -	NOTIFICATION ET ELECTION DE DOMICILE	17

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUI

La COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (ci-après « **EPCI** ») à fiscalité propre et exerçant actuellement, pour l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

- la production d'eau potable
- l'assainissement non collectif

En application des dispositions de la loi NOTRe, la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE doit prendre obligatoirement la compétence eau potable dans sa globalité (production et distribution) et la compétence assainissement (pour la collecte et le traitement).

Le transfert de la compétence doit se faire au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

Par délibération du 9 janvier 2024, le conseil communautaire a décidé, comme le permet la loi, d'anticiper la date du transfert des compétences au 1^{er} janvier 2025.

Au 1^{er} janvier 2025, la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE exerce la compétence assainissement et la compétence eau potable sur l'ensemble de son territoire qui regroupe 33 communes.

Par délibération du 4 novembre 2024, le conseil communautaire a approuvé le principe de la concession de service public pour les communes :

- Eau potable : l'ensemble de son territoire à l'exception de la commune de Mottereau, qui a délégué sa compétence au SIE Frazé-Mottereau. La COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE se substituera à cette dernière dans le syndicat. Elle n'est pas incluse au périmètre
- Assainissement : Bailleau-le-Pin, Landelles, Chuisnes, Saint-Luperce, Illiers-Combray, Montigny-le-Chartif, St Arnoult-des-bois, Fontaine-la-Guyon, Courville-sur-Eure, Pontgouin.

Compte tenu des échéances des contrats en vigueur sur le périmètre concerné par le présent rapport, la date de démarrage du futur contrat sera fixée au **1^{er} juillet 2025**.

Le contrat intégrera dans son périmètre les services actuellement affermés au fur et à mesure de l'échéance des contrats, selon le phasage suivant :

Phasage eau potable :

- Distribution Courville 01/07/2026
- Distribution Le Favril 01/01/2027
- Distribution Pontgouin 01/12/2027
- Production CC Entre Beauce et Perche 01/01/2035

Phasage assainissement

- Collecte et traitement Courville 01/07/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

- Les communes et hameaux desservis par extension du réseau d'assainissement décidée par la CCEBP, dès la mise en service

et de la création d'une société d'économie mixte à opération unique (ci-après « **SEMOP** ») pour l'exécution du contrat de conformément aux dispositions de l'article L.1541-1 du CGCT.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, initiée par un avis d'appel public à la concurrence publié le 10 janvier 2019, le candidat AQUALTER a été retenu.

En conséquence, AQUALTER et la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE (ci-après et ensemble les « **Actionnaires** ») ont créé une SEMOP, sous la dénomination sociale LES EAUX BEAUPERCHOISES», (ci- après, la « **Société** ») et ont adopté les statuts établis ci-après (ci-après, les « **Statuts** »).

Conformément à l'article L. 1541-1 du CGCT, la Société a pour objet unique l'exécution du Contrat de concession de service public pour l'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement conclu entre la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE et la Société (ci-après le « **Contrat** »).

A la date de signature des présentes, le capital et les droits de vote de la Société sont répartis comme suit :

Associés	Nombre d'actions	Quote-part du capital et des droits de vote
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE	29.400	49%
[AQUALTER]	30.600	51%
Total	60.000	100 %

A l'occasion de la constitution de la Société, les Actionnaires sont convenus de conclure le présent pacte d'Actionnaires (ci-après, le « **Pacte** ») afin de définir les règles essentielles qu'ils entendent voir appliquer à la Société, en complément de celles prévues dans les statuts de la Société, tels que figurant en Annexe, ci-jointe (ci-après, les « **Statuts** »).

Chacune des Parties déclare et garantit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

- qu'elle a pleine et entière capacité pour conclure le présent pacte et exécuter l'ensemble de ses dispositions ;
- qu'elle est en situation régulière au regard de la loi française eu égard à son statut et que son représentant légal a tous pouvoirs et qualités pour signer et exécuter le présent pacte ;
- que la Société agira selon toutes procédures légales ou réglementaires qui lui seront applicables.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les parties conviennent que les termes utilisés en majuscule au présent pacte ont le sens qui leur est donné au présent article, et à défaut, aux Statuts.

« **TRI** » : ou taux de rentabilité interne : désigne le taux d'actualisation qui annule la valeur actuelle nette de la chronique des flux financiers relatifs à un investissement initial suivi de flux de trésorerie positifs composés des dividendes et des produits des cessions d'actifs versés aux Actionnaires diminués des apports complémentaires des Actionnaires en cours de vie de l'investissement initial.

ARTICLE 2 - OBJET DU PACTE

L'objet du Pacte est de définir les règles applicables dans les relations entre les Actionnaires et les règles essentielles que les Actionnaires entendent voir appliquer à la Société.

Ainsi, le Pacte fixe les objectifs poursuivis par les Parties et leurs engagements respectifs. Il organise la gouvernance de la Société et détermine les modalités de rémunération des capitaux investis et arrête les modalités de transmission et de liquidité des titres de la Société.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. Engagements des Parties

Les Parties s'engagent à se comporter l'une envers l'autre comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter toutes les conventions stipulées au Pacte dans cet esprit. Elles conviennent que ce Pacte a pour elles une force obligatoire. Il s'applique à elles quel que soit le montant de leur participation au capital.

Les Parties s'engagent expressément à respecter au sein des organes compétents de la Société, toutes les stipulations du Pacte et à ne pas y voter ou y faire voter toute décision qui serait contraire aux stipulations du Pacte et de concevoir ou modifier les Statuts si nécessaire.

Les Parties s'engagent également chacune pour ce qui la concerne, à prendre toutes dispositions, à faire toutes les démarches, à obtenir toutes les autorisations requises, à signer tous les actes et de manière générale à faire tout ce qui sera nécessaire à tout moment avec la diligence requise pour donner plein effet aux stipulations du Pacte.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

Les Parties s'obligent à exécuter de bonne foi les stipulations du présent Pacte qui expriment l'intégralité de l'accord conclu entre elles en s'interdisant de leur opposer toutes stipulations contraires ou dérogatoires pouvant résulter d'actes ou de conventions antérieures.

3.2. Engagements de la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE

La COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE s'engage à souscrire QUARANTE NEUF (49) % du capital social de la Société par un apport en numéraire de 294.000 euros.

3.3. Engagements d'AQUALTER

AQUALTER s'engage à souscrire CINQUANTE-ET-UN (51) % du capital social de la Société par un apport en numéraire de 306.000 euros.

3.4 Clause de non-dilution

Chacun des Associés fera en sorte qu'à l'occasion de toute émission d'actions nouvelles, les Associés disposent d'un droit préférentiel de souscription leur permettant, en cas d'émission d'actions nouvelles de souscrire s'ils souhaitent un nombre d'actions proportionnel au nombre d'actions qu'il détenait avant cette émission.

3.5. Compte d'exploitation prévisionnel

Les Parties ont décidé de constituer la Société au vu du Compte d'exploitation prévisionnel annexé au Contrat.

Ce Compte d'exploitation prévisionnel est un élément essentiel et constitutif du présent Pacte, sans lequel l'adhésion des Parties au présent Pacte et la constitution de la Société n'auraient pu être effectuée.

Le montage financier peut être résumé de façon synthétique comme suit. Le financement de la Société est assuré :

- Par des ressources d'autofinancement,
- Par des fonds propres sous forme de capital social à hauteur de 600.000 €, libérés selon les modalités suivantes : pour moitié au moins lors de la constitution de la société

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

- Par un emprunt bancaire correspondant à un gearing maximum dette/fonds propres de 3,43 (2 314 670 k€ / 675 313 k€) en 2030

TITRE II – GOUVERNANCE

ARTICLE 4 - FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

4.1 Composition

La Société est administrée par le Conseil d'administration composé comme indiqué à l'article 12.1 des Statuts.

Les parties conviennent que les représentants de la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE au Conseil d'administration représentent la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE en tant qu'actionnaire de la SEMOP, et que les décisions et orientations prises par la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE en tant qu'autorité délégante ne sont pas incluses dans les missions desdits représentants.

Les Actionnaires s'engagent à ce que le Conseil d'administration soit à tout moment composé conformément aux stipulations du présent article.

En particulier, si un Actionnaire souhaite révoquer et remplacer un administrateur dont il a proposé la désignation, les autres Actionnaires s'engagent, à la demande de l'Actionnaire concerné, à voter, le cas échéant, en faveur de toute résolution des actionnaires ayant pour objet la révocation dudit administrateur ainsi que la nomination du remplaçant désigné.

De même, en cas de vacance d'un siège au Conseil d'administration, quelle qu'en soit la cause, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Le remplacement d'un administrateur dont le poste est vacant doit être proposé par l'associé qui avait proposé la nomination de son prédécesseur.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'Assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

4.2 Réunion

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'activité de la Société l'exige et au minimum trois fois par an sur convocation de son Président selon les règles prévues dans les Statuts sur les points suivants :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

- au cours du deuxième trimestre, pour arrêter les choix de gestion sur les comptes de l'exercice écoulé (rapport de gestion, répartition et affectation des résultats..);
- au plus tard au début du quatrième trimestre, pour évaluer la qualité de la réalisation de l'objet social, la stratégie et les moyens mis en œuvre. Ces rendez-vous seront l'occasion de redéfinir ou d'adapter le Compte d'exploitation prévisionnel, dans le respect de l'objet unique de la Société;
- en fin d'année, afin de présenter le budget prévisionnel, définir les objectifs de la Société pour l'année à venir et de présenter les résultats probables de l'année en cours.

Les Parties s'engagent à ce que le rythme des séances du Conseil d'administration soit directement lié à l'activité opérationnelle de la Société et aux décisions à prendre en vue d'assurer une parfaite connaissance et une totale transparence auprès des Actionnaires, avec notamment un suivi régulier du budget de la Société.

4.3 Décisions prises par le conseil d'administration

En application de l'article 12.7 des Statuts, les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, à l'exception des Décisions Qualifiées.

ARTICLE 5 - DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE

Les Actionnaires conviennent que la direction de la Société est assumée, sous sa responsabilité, par le Directeur général.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration sur proposition du Président d'AQUALTER.

Le Directeur général peut être choisi ou non parmi les administrateurs de la Société.

Le Directeur Général agit au nom de la Société sous réserve des limites prévues par la loi, les Statuts et les stipulations du Pacte.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

ARTICLE 6 - FINANCEMENT

Les Actionnaires affirment leur volonté de maintenir à la Société un niveau de fonds propres et/ou quasi-fonds propres (apports en capital et en compte courant) en rapport avec son volume d'activité et avec les risques pris, en vue de permettre son développement futur dans la limite de son objet social et la rémunération de ses Actionnaires.

Les Actionnaires se concerteront et négocieront de bonne foi afin de déterminer les modalités financières, juridiques et fiscales les plus adaptées au financement de la Société par le biais de fonds propres et/ou quasi-fonds propres et de concours externes, étant précisé que :

- chaque Actionnaire pourra contribuer au financement par l'intermédiaire d'avances en compte-courant d'actionnaires, sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables à chaque Partie, des stipulations des Statuts, du Pacte et en particulier des stipulations de l'article 8 ci-dessous ;
- les Actionnaires rechercheront des conditions de financement conformes aux pratiques de marché et la Société veillera à consulter plusieurs établissements bancaires afin d'obtenir les meilleures conditions de financement.

Les Parties s'engagent à discuter de bonne foi les modalités de financement complémentaire éventuel aux fins de financement du projet.

Toute sortie définitive d'un Actionnaire du capital social entraînera automatiquement l'obligation pour l'Actionnaire s'étant porté acquéreur des Actions de ce dernier, de procéder au rachat, concomitamment aux Actions acquises des sommes mises à disposition au titre de ces avances en compte courant. La Société pourra également, à son seul choix, décider de rembourser par anticipation la totalité de l'avance en compte-courant de l'Actionnaire cédant la totalité de ses Actions.

ARTICLE 7 - OBJECTIF DE RENTABILITE DES FONDS PROPRES

Les Parties rappellent leur volonté de tout mettre en œuvre afin que la Société dégage des résultats financiers lui permettant, d'une part, d'asseoir sa pérennité en constituant des réserves pour servir à

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

11

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

son développement ainsi qu'à la qualité des services publics, et d'autre part, d'assurer une rentabilité aux capitaux investis.

Les Actionnaires se sont fixés un objectif de performance économique de la Société, correspondant à une rentabilité d'exploitation et une politique de rémunération correspondant à celles attendues par un investisseur avisé d'intérêt général. Dans ce cadre, l'objectif des Actionnaires est que l'activité de la Société puisse leur assurer un TRI tel que prévu au Compte d'exploitation prévisionnel et, partant, soit au moins égal à 13,60% (treize virgule soixante pour cent).

ARTICLE 8 - AFFECTATION DES RESULTATS ET DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Après constitution des réserves légales et des réserves permettant à la Société d'assurer le service de sa dette, l'exploitation normale et les investissements nécessaires au développement de la Société, les Actionnaires s'engagent à procéder au versement de dividendes.

En tout état de cause, les Actionnaires s'engagent à approuver chaque année en Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société, une distribution de dividendes :

- si la trésorerie de la Société constatée lors de la clôture de son exercice comptable le permet,
- sans pouvoir être inférieur à 18% du résultat distribuable de la Société diminués des besoins en fonds propres identifiés dans le Compte d'exploitation prévisionnel de la Société.

Sous les réserves ci-dessus, les Actionnaires s'efforceront chaque année de distribuer une partie du bénéfice net.

Les pénalités qui seront infligées à la SEMOP dans le cadre de l'exécution du Contrat et, qui seront supportées directement par elle, seront déduites des dividendes versés à AQUALTER dès lors que lesdites pénalités sont liées à un manquement ou une négligence de la part d'AQUALTER dans l'exécution opérationnelle du Contrat.

En cas de contestation de ces pénalités devant les tribunaux compétents, la déduction des dividendes ne sera effectuée qu'après décision définitive des tribunaux compétents.

Enfin, dans l'hypothèse où les Parties constateraient que des travaux de remédiation sont nécessaires afin d'atteindre les objectifs de performance inscrits au Contrat, les Parties s'engagent, dans la mesure du possible, à limiter le versement de dividendes éventuels et à les mettre en réserve de façon à permettre la réalisation de ces travaux.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

ARTICLE 9 - DISSOLUTION ET SORT DES BIENS

Dans toute hypothèse de dissolution de la Société pour quelque cause que ce soit (dissolution judiciaire prévue par la loi, expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, résiliation pour motif d'intérêt général, résiliation pour faute du Délégué, résiliation amiable ...), le sort des biens est fixé comme suit :

Biens de retour

Ces biens appartiennent dès l'origine à la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE qui en recouvre automatiquement la possession à la fin du contrat.

Par suite, à l'expiration de la convention, quelle qu'en soit la cause, la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE entrera immédiatement en possession de l'ensemble des biens de retour constitutifs du réseau, et de l'ensemble des documents nécessaires à l'exploitation du service public,

Une visite contradictoire sera effectuée entre les parties concernées pour contrôler et évaluer l'état des ouvrages.

Biens de reprise

Sous réserve de la validation préalable par la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE des acquisitions réalisées, la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE pourra exercer sur les biens utiles au service, un droit de reprise qui lui en confèrera la propriété.

Biens propres

Tous les autres biens, non visés aux articles précédents et qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation du service, sont considérés comme biens propres.

Par ailleurs, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions sera réparti entre ces derniers en proportion du capital social détenu par chacun d'eux.

TITRE IV : TRANSFERT DES TITRES

ARTICLE 10 - PRINCIPES CONCERNANT LE TRANSFERT DES TITRES

Les transferts d'Actions interviendront selon les conditions fixées à l'article 10 des Statuts et dans le respect des présentes stipulations.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

Dans l'hypothèse où la disposition statutaire d'inaliénabilité prévue à l'article 10.4 des Statuts ne pourrait produire ses effets pour une quelconque raison, les Parties s'engagent à ne pas aliéner leurs Actions pour une durée égale à celle stipulée dans ledit article. Cet engagement constituant un engagement sous condition suspensive, il produira ses effets rétroactivement au jour de la signature du Pacte.

En application de l'article L. 228-23 du Code de commerce, toute Cession d'Actions de la Société, effectué en violation du principe d'inaliénabilité, du droit de préemption ou de la procédure d'agrément prévue par les Statuts de la Société sera nulle et de nul effet.

ARTICLE 11 - ADHESION AU PACTE

Tout cessionnaire de titres de la Société, non signataire du présent Pacte ou toute personne non signataire du présent Pacte souscrivant à une augmentation de capital ou à une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital est tenu au préalable d'adhérer au Pacte par voie d'engagement écrit.

Pour le cas où une Partie déciderait de la Cession d'une ou plusieurs de ses Actions à un tiers, elle s'engage à faire adhérer ledit tiers au Pacte au plus tard lors de la réalisation de la Cession.

Pour ce faire, les Parties donnent mandat irrévocable à la Société pour recueillir ladite adhésion, après vérification que les procédures prévues au Pacte et dans les Statuts ont bien été respectées.

En conséquence, la simple signature par la Société d'un exemplaire du Pacte également signé par l'entité devant adhérer au Pacte (la « Nouvelle Partie ») vaudra signature par l'ensemble des Parties. La Nouvelle Partie deviendra de ce fait une Partie pour les besoins du Pacte et le Pacte liera et bénéficiera à la Nouvelle Partie.

Une copie du Pacte ainsi modifié sera alors notifiée à chacune des Parties par la Société.

Faute pour la Partie à l'origine de la Cession d'Actions au profit d'un tiers d'avoir obtenu l'adhésion du tiers au Pacte préalablement à la réalisation de la Cession, les Parties donnent irrévocablement instruction à la Société de ne pas inscrire la Cession des Actions audit tiers dans le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'associés de la Société, jusqu'à ce que l'adhésion du tiers ait été recueillie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

ARTICLE 12 - CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

Les Actionnaires conviennent de se rencontrer périodiquement dans le cadre de réunions organisées au moins tous les deux (2) ans en vue d'évaluer la qualité de la réalisation de l'objet social, la stratégie de la Société et les moyens mis en œuvre.

Ces rendez-vous seront l'occasion de redéfinir ou d'adapter ces fondamentaux et de convenir au plus tard un (1) an avant l'expiration du Pacte des modalités éventuelles de prorogation de ses termes et conditions.

ARTICLE 13 - DUREE DU PACTE

Le présent Pacte prendra effet à la date de sa signature par l'ensemble des Actionnaires.

Il est conclu pour une durée égale à celle de la Société.

Il pourra faire l'objet d'avenants qui devront être signés par toutes les Parties concernées.

Par exception à ce qui précède, tout Actionnaire cessera de plein droit de bénéficier et d'être lié par les stipulations du présent Pacte à compter du jour où ledit Actionnaire aura procédé à la Cession de la totalité de ses titres, le Pacte continuant dans ce dernier cas à s'appliquer aux autres Parties. Il est également entendu que le Pacte continuera à produire ses effets à l'égard de toute Partie qui n'aurait pas exécuté toutes ses obligations à la date de résiliation du Pacte ou à la date à laquelle elle aura cessé d'être titulaire de toute Action.

ARTICLE 14 - GESTIONNAIRE DU PACTE D'ACTIONNAIRE

Les Parties désignent la Société et se portent fort de ce que la Société lors de son immatriculation acceptera en qualité de gestionnaire du Pacte avec pour mission d'assurer le respect des stipulations du présent Pacte par les Parties. A ce titre, notamment, la Société aura l'obligation de refuser de transcrire tout Transfert qui n'aura pas été réalisé conformément aux stipulations des présentes. La Société communiquera à toute Partie, sur première demande de sa part, une liste à jour des Actionnaires.

ARTICLE 15 - EXECUTION ET INDIVISIBILITE DU PACTE

Le fait que le bénéficiaire d'une clause quelconque n'en exige pas son application, ne pourra être considéré comme une renonciation ni à ladite clause ni à ~~aux autres clauses du Pacte~~

Accusé certifié exécutoire
028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE
Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

L'ensemble des dispositions du Pacte constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties eu égard à son objet et remplacent et annulent toute négociation, engagement, communication, acceptation, entente ou accord préalables entre les Parties et relatifs aux dispositions auxquelles le Pacte s'applique ou qu'il prévoit.

Le Pacte forme par ailleurs un tout indivisible.

Cependant, si l'une quelconque des stipulations du Pacte ou si l'application du Pacte dans certaines circonstances était considérée comme non opposable, nulle ou illicite, cette clause serait considérée comme non écrite ou non applicable dans ladite circonstance et les autres dispositions du Pacte n'en seraient pas affectées. Les Parties devront engager de bonne foi des négociations afin de remplacer la clause inapplicable par des dispositions applicables, valides ou licites qui auront un effet identique ou aussi proche que possible.

ARTICLE 16 - FORCE OBLIGATOIRE

En cas de conflit entre les stipulations du Pacte et celles des Statuts, les stipulations du Pacte prévaudront entre les Parties. Dans cette hypothèse, les Parties s'engagent à modifier les Statuts pour les mettre en conformité avec les stipulations du Pacte. Les Parties conviennent que pour le cas où certaines stipulations du Pacte seraient contradictoires ou incompatibles avec les Statuts, les Parties devront prendre les mesures nécessaires pour faire prévaloir les procédures prévues aux termes du présent Pacte.

ARTICLE 17 - CLAUSE DE PRIMAUTE

En cas de conflit entre les stipulations du Pacte et celles des Statuts, les stipulations du Pacte prévaudront entre les Parties. Dans cette hypothèse, les Parties s'engagent si nécessaire à modifier ou préciser les Statuts pour les mettre en conformité avec les stipulations du Pacte.

Les Parties conviennent que pour le cas où certaines stipulations du Pacte seraient contradictoires ou incompatibles avec les Statuts, les Parties devront prendre les mesures nécessaires pour faire prévaloir les procédures prévues aux termes du Pacte.

Si toutefois, de telles modifications ne pouvaient être réalisées, les Parties ne pourront se prévaloir entre elles des stipulations statutaires contraires et devront appliquer par priorité les stipulations du Pacte.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

ARTICLE 18 - CONCILIATION

Le présent Pacte est régi par le droit français.

Il est institué entre les Parties un Comité de règlement des litiges et des situations de blocage composé d'un représentant de la direction générale de chacune des Parties et ayant pour objet de mettre fin de manière amiable à tout litige pouvant survenir entre les Parties quant à l'interprétation, l'exécution ou la validité du Pacte (ci-après « **le Comité de règlement des litiges** »).

En cas de litige, ce Comité devra être saisi avant toute saisine des tribunaux, par la Partie la plus diligente.

La Partie qui souhaiterait faire application de cette procédure devra le notifier aux autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Comité de conciliation dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de sa saisine pour trouver un accord qui soit accepté par tous ses membres.

ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Tout litige survenant entre les Parties quant à l'interprétation, l'exécution ou la validité du Pacte, qui ne pourrait être réglé par le Comité de règlement des litiges dans le délai susvisé, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'appel de d'Orléans.

ARTICLE 20 - LISTE DES ANNEXES

Est annexé au Pacte :

- Statuts de la Société

ARTICLE 21 - NOTIFICATION ET ELECTION DE DOMICILE

Sauf convention contraire, toute notification devra être faite par écrit et sera soit remise en main propre, soit adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège social de la Partie concernée accompagnée de l'envoi d'une copie par un moyen de transmission instantanée, telle la télécopie ou le message électronique.

Pour l'exécution du Pacte et de ses suites, les Parties font élection de domicile en leur siège respectif énoncé en tête des présentes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025

Fait en trois exemplaires

<p style="text-align: center;">Pour la COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE</p> <p>Fait à Illiers Combray</p> <p>Le ...</p>	<p style="text-align: center;">Pour AQUALTER</p> <p>Fait à Chartres</p> <p>Le []</p>
---	--

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200058360-20250519-DELIB25-126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2025
Publication : 22/05/2025